

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 51456h

Service Contrat: Matériel et Traction

Région: Sud-Ouest

Intérêts moratoires

- Marché de l'Etat

(D.L. 2 mai 1938,
art. 5)

OBJET DE LA CONSULTATION

Factures à régler par les Administrations
Publiques - Fourniture de charbon
à la Poudrerie Nationale de St-Médard
en Jalles (Gironde) -

Questions des intérêts moratoires -

Références : V. D. 4.420^{ch}

D. 6.281 et 6.282^{ch}

6.763^{ch}

Observations :

9792^{ch}

D^{er} N° 5145 ; Aff. : ch

Lo janvier 41

SJ
5145^{Ch}

Monsieur le Chef du Service
du Matériel et de la Traction
de la Région du SUD-OUEST,

1 dossier

En réponse à votre lettre N° Bc-d 316.000 du 4 janvier courant, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'à défaut de clause expresse inscrite dans vos marchés avec diverses Administrations de l'Etat, les dispositions contenues à l'article 5 du décret-loi du 2 mai 1938 peuvent être invoquées à l'appui d'une demande d'intérêts moratoires, en cas de retard dans le règlement de vos factures.

Mais il est nécessaire, conformément à ces dispositions, qu'un procès-verbal de constatation du service fait ait été établi, fixant ainsi le point de départ du délai de trois mois passé lequel les intérêts sont dus de plein droit.

La mesure prise par le décret-loi en faveur des fournisseurs de l'Etat étant une mesure d'exception, la formalité prescrite est, à mon avis, substantielle et ne peut être remplacée par aucun équivalent, tel que la présentation de la facture.

En ce qui concerne spécialement l'affaire de la Poudrière Nationale de Saint-Médard-en-Jalles, il n'apparaît pas, des pièces du dossier communiqué, qu'un tel procès-verbal ait été dressé, bien qu'il soit prévu expressément à l'article 7 du marché.

Sans doute, par lettre du 18 mars 1940, avez-vous attiré l'attention de la Poudrerie "sur le fait que, conformément aux accords intervenus avec l'Administration Supérieure, les factures de la S.N.C.F. sont majorées d'intérêts moratoires, calculés au taux de la Banque de France augmenté de 1 %, à partir du 91^{ème} jour de leur présentation".

Mais, d'une part, cette lettre ne présente pas le

caractère juridique d'une mise en demeure susceptible de faire courir les intérêts; d'autre part, les accords auxquels il est fait allusion résultent de la correspondance échangée en avril - octobre 1939 entre la S.N.C.F. et le Ministre des Travaux Publics et visent spécialement les travaux exécutés pour le compte des Services publics, des collectivités ou des particuliers. Et il est à craindre, dès lors, que le Ministère de la Production Industrielle ne se refuse à tenir compte de ces accords dans le différend actuel, qui a trait à une simple fourniture de charbon anglais.

Enfin, il convient de noter que le règlement de la fourniture, effectué par la Poudrerie le 3 octobre 1940, ne paraît pas avoir été accepté par la S.N.C.F. avec des réserves, puisque c'est seulement le 5 décembre suivant qu'ont été facturés les intérêts moratoires.

Dans ces conditions, vous pouvez sans doute insister auprès de la Poudrerie pour obtenir amiablement le paiement des intérêts, en vous appuyant sur le décret-loi du 2 mai 1938 et sur les dépêches du Ministre des Travaux Publics; mais j'estime qu'au cas où les Services de la Production Industrielle se montreraient intransigeants, il serait aléatoire de porter la difficulté sur le terrain judiciaire.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

Signé: Aurenge

De S. J.
n° 5145 ch

F
Monsieur le Chef du Service
du Matériel et de la Traction
Région du Sud-Ouest

Vu
ly
18
En réponse à votre
lettre n° Bc - d 316.000 du 4 janvier
courant, j'ai l'honneur de vous
faire connaître qu'en l'absence d'une
clause expresse inscrite dans ^{vos} ~~le~~ marché
~~que vous avez passé~~ avec divers Administra-
tions de l'Etat, les dispositions contenues
à l'article 5 du décret-loi du 2 mai 1938
~~peuvent être invoquées à l'appui d'une~~
~~qui paraissent justifier~~ une demande d'intérêts
moratoires, en cas de retard dans le
re règlement de vos factures.

En outre ^{mais il} est-il nécessaire, ^{conformément} aux ~~dispositions~~
~~uniques~~ de ces dispositions, qu'un procès-verbal
de constatation du service fait ~~ait été~~ ^{est} établi,
après ^{avoir} fixé le point de départ du délai
de trois mois ^{par} lequel les intérêts sont
dus de plein droit.

En ce qui concerne ^{spécialement} l'affaire
de la Poudrerie Nationale de St-Médard
en Galles, il n'apparaît pas, des papiers
du dossier ~~qui~~ communiqué, qu'un tel
procès-verbal ait été dressé. #

Sans doute, par lettre du 18 mars
1940, avez-vous attiré l'attention de la
Poudrerie " sur le fait que, conformément
aux accords intervenus avec l'Administration
Supérieure, les factures de la S.N.C.F. sont
majorées d'intérêts moratoires, calculés au taux

la mesure prise
par la décret-loi
en faveur des
fournisseurs de
l'Etat étant une
mesure d'exception,
la formalité prescrite
est, à mon avis,
substantielle, et ne
peut être remplacée
par aucun équivalent,
tel que la présentation
de la facture.

4
bien qu'il soit
prévu explicitement à l'art
7 du marché.

de la Banque de France augmenté de 1%,
à partir du 91^{ème} jour de leur présentation."

Mais, d'une part, cette lettre ne
 présente pas le caractère juridique d'une
 mise en demeure susceptible de faire
 courir le intérêt ; d'autre part, les accords
 auxquels il est fait allusion, ~~et qui~~ résultent
 de la correspondance échangée en avril-octobre
 1939 entre la S.N.C.F. et la ministre de
 Travaux Publics ~~et~~ visent spécialement
 les travaux exécutés pour le compte des
 services publics, de collectivités ou de particuliers,
 Et ne semblent pas pouvoir être invoqués
 dans le ~~cas~~ actuel difficile actuel, qui
 a trait à une ^{simple} fourniture de charbon anglais.

Enfin il convient de noter que
le règlement de la fourniture, ^{effectif} par la Pruderie
le 3 octobre 1940, paraît avoir été accepté
par la S.N.C.F. sans ~~aucune~~ ^{aucun} réserves, puis que
c'est seulement le 1^{er} décembre suivant
qu'ont été facturés les intérêts moratoires.

Pour ce ^{sur ces conditions} ~~différents~~ ^{pour pourrir sans doute misibles} ~~raison~~, je prie
 que vous puissiez ~~sur le terrain amiable~~
 tenter d'obtenir de la Prudence ^{pour obtenir amiablement} le paiement
 des intérêts, en vous appuyant sur la ~~loi~~
 du décret-loi du 2 mai 1938, art. 1^{er}, -
 mais qu'en cas où le désaccord persisterait,
 votre action, devant la juridiction compétente
 présenterait peu de chance de succès.

Le Chef du Contentieux,

+ et est à craindre qu'un
le Ministère de la Production
Industrielle ne se refuse
à leur compl. et
ce accord

aujour de la Poudre

et sur les dépêches du
ministre des T.P; mais fortune
que pour cas où
les services de la Productivité
Industrielle se montreraient
insuffisants, il serait
obligé de porter la
difficulté des finances, fabrication.

8 janvier 1940

8 mars "

18 mars "

Facture

La Poudrerie envoie le
marché à Aguer à SNCF

Lettre SNCF rappelant que
"conformément aux accords avec
le 1^{er} 45-46 les factures SNCF
sont majorées d'intérêt moratoire,
calculé au taux de la S.F. augmenté
de 1%, à partir du 9^{er} pour de
leur présentation" -

11 mai "

Retour par SNCF du marché Aguer

3 octobre "

Règlement de la facture

9 décembre "

Facture de retard moratoire

23 décembre "

Refus de la Poudrerie

- Marché de régularisation en date du 2 juillet 1940 -

" Art. 7. - Conditions de paiement. - Un règlement anticipé
par bonavoy pourra être effectué sur présentation des
factures par le fournisseur. -

D.L. 2 mai 1938, art. 5 et échange de correspondance
avec le Ministère de T.P. (24 avr., 7 sept. et 6 oct. 1939)

- Quel est le Cte du 18 mars 1940? Neide en remeure?

- Quel est l'acceptation du règlement sans retard, le 3 oct. 1940?

**SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS**

R. C. SEINE 276.448 B

RÉGION DU SUD-OUEST

MATÉRIEL & TRACTION

N° Bc-d 316.00
à rappeler dans la réponse

Paris, le

4 janvier

1941

41, Boulevard de la Gare (XIII^e)

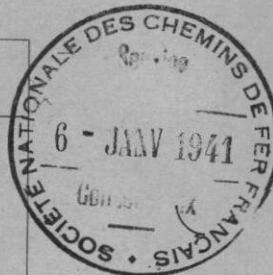
AD. TÉL. : TRACORLÉ PARIS-63

TÉLÉPHONE : Gobelins 83-10
Inter 0-12

Monsieur le Chef du Service
du Contentieux

45, rue Saint Lazare

PARIS



Votre { N°
référence { Date

OBJET :

INTERETS MORATOIRES

1 dossier

Conformément à la Circulaire n° 1 pour l'application de l'Instruction générale - série Finances et Comptabilité n° 2, nous avons adressé le 5 décembre 1940 à la Poudrerie Nationale de Saint-Médard en Jalles (Gironde) une facture de 5.794 F 36, représentant le montant des intérêts moratoires dus, par suite du règlement tardif de notre facture Bc-d n° IOI7 de 388.616 F 55 du 8 janvier 1940, payée par ordre de paiement du 3 octobre 1940, et relative à une fourniture de charbon anglais faite fin octobre 1939.

Par lettre n° 69.833/CM du 13 décembre 1940, la Poudrerie rejette notre facture pour les deux motifs suivants:

- 1°) les règlements administratifs s'opposent au paiement des intérêts moratoires.
- 2°) aucune clause du marché ne prévoit l'application éventuelle d'intérêts moratoires.

Etant donné que nous allons avoir à présenter à diverses administrations publiques des factures analogues, pour des sommes très supérieures, et que la question se posera sans doute également pour les autres régions, le refus opposé par la Poudrerie de St Médard à nous payer les intérêts moratoires que nous lui réclamons mérite une attention particulière.

A notre connaissance, l'application d'office d'intérêts moratoires aux dettes des Services Publics, se justifie notamment, en ce qui concerne la S.N.C.F., par les textes ci-après:

- Décret-loi du 2 mai 1938 (Réglementation du paiement des marchés de fournitures et de travaux de l'Etat) article 5 - J.O. du 3 mai 1938, page 4961.
- Lettres des 24 avril et 16 octobre 1939 de M. le Ministre des Travaux Publics adressées à M. le Président du Conseil d'Administration de la S.N.C.F. - Lettre D 304-5 du 7 septembre 1939 de M. le Président de la S.N.C.F.

.....

D'autre part, la fourniture de charbon faite de toute urgence à la Poudrerie de St Médard, sur sa demande, en octobre 1939, n'a fait l'objet d'aucun marché préalable; elle a été régularisée en juillet 1940 par le marché n° 189-1940 ci-annexé, dont l'article 7, (conditions de paiement) s'il ne contient aucune clause relative à l'application éventuelle d'intérêts moratoires, prévoit, toutefois, un règlement définitif sur présentation des factures par le fournisseur.

J'ajouterai enfin que par lettre Bc-d 764.00 du 18 mars 1940 (dont copie ci-annexée) nous avons avisé la Poudrerie de St Médard que nous serions dans l'obligation de lui facturer des intérêts moratoires à partir du 9^e jour de la présentation de notre facture.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, en communication, tout le dossier de cette affaire, et je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître la suite qu'il vous paraîtra possible de donner à notre demande d'intérêts moratoires.

LE CHEF DU SERVICE
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION



1 dossier
PIÈCES

JOINTES A L'APPUI

de la lettre *Bc. d. 216.00*

du *3* *1-41*

à M *le chef du service*

du contentieux